

AUTOMOBILE : UN AUTRE AVENIR EST POSSIBLE



Ce sont les salariés qui subissent aujourd'hui la crise de l'industrie automobile. Suppressions d'emplois, fermetures ou menaces sur les usines, délocalisations, baisse des investissements, pression sur les salaires et dégradation des conditions de travail : partout, les salariés paient les conséquences des choix industriels faits par les directions des grands groupes.

Des choix trop souvent guidés par la recherche de rentabilité immédiate et la rémunération des actionnaires, plutôt que par le développement de l'outil industriel, l'emploi et la réponse aux besoins de la population.

Pourtant, notre pays dispose encore de nombreux atouts : constructeurs, équipementiers, fonderies, forges, entreprises de la métallurgie, centres de recherche, compétences et savoir-faire.

Nous refusons que cette richesse industrielle soit sacrifiée au nom de choix financiers de court terme.

Pour la CGT, d'autres choix industriels sont possibles

Notre ambition est de construire une véritable politique industrielle pour l'automobile, capable de préserver les emplois, développer les savoir-faire, répondre aux enjeux écologiques et faire vivre nos territoires.

Il faut changer de cap. Il faut prendre un autre virage.

UNE VOITURE POPULAIRE ÉLECTRIQUE ET HYBRIDE FABRIQUÉE EN FRANCE POUR FAIRE VIVRE TOUTE LA FILIÈRE

La France dispose encore de la quasi-totalité des outils industriels et des compétences nécessaires pour concevoir, fabriquer et assembler un véhicule.

La FTM-CGT porte un véritable projet industriel : produire en France une petite voiture électrique ou hybride rechargeable, accessible à moins de 20 000 euros hors aides publiques, avec une forte proportion de composants fabriqués en France.

L'objectif est simple : répondre aux besoins de mobilité tout en faisant travailler l'ensemble de la filière automobile française.

**VÉHICULE ÉLECTRIQUE
À PARTIR DE 17 000 €**

**VÉHICULE HYBRIDE
À PARTIR DE 20 000 €**

hors aides publiques petits véhicules

MOBILISER TOUTE NOTRE INDUSTRIE

De la matière première à l'assemblage final, de nombreux secteurs pourraient être associés à ce projet :

SIDÉRURGIE

Production des aciers nécessaires aux carrosseries et structures

FONDERIES

Pièces de suspension, carters, supports et composants mécaniques

FORGE ET USINAGE

Fabrication de composants mécaniques

ÉQUIPEMENTIERS

Pneumatiques, électronique, équipements, carrosserie et systèmes automobiles

BATTERIES

Développement d'une production française

CONSTRUCTEURS

Fabrication des motorisations et assemblage des véhicules

Notre ambition : faire travailler ensemble constructeurs, équipementiers, PME, sous-traitants et salariés afin de préserver les savoir-faire et développer l'emploi.

UNE FILIÈRE AUTOMOBILE FORTE, C'EST SURTOUT DES ÉQUIPEMENTIERS, DES SOUS-TRAITANTS ET DES PME

Une filière automobile n'a de sens que si elle fait vivre l'ensemble de la chaîne industrielle. Elle ne peut pas reposer uniquement sur les constructeurs : elle doit s'appuyer sur un tissu solide d'équipementiers, de sous-traitants et de PME, implantés au plus près des territoires et capables de produire, d'innover et de développer les savoir-faire.

Aujourd'hui, trop souvent, les grands groupes utilisent leurs sous-traitants comme des variables d'ajustement, imposant des baisses de prix, des changements de production et des décisions qui peuvent conduire à des suppressions d'emplois ou à la fermeture de sites. Cette logique fragilise toute la filière automobile.

Pour la CGT, il faut au contraire renforcer les liens entre constructeurs, équipementiers, sous-traitants et PME, sécuriser leurs activités et donner de la visibilité aux investissements et à l'emploi. Produire davantage en France, c'est aussi savoir où sont fabriquées les pièces, par qui et pour quels véhicules.

Défendre l'automobile en France, c'est donc défendre toute la filière : du constructeur à la PME, de l'équipementier au sous-traitant, de la matière première au véhicule fini

C'est aussi pourquoi la FTM-CGT défend la proposition de loi visant à renforcer la responsabilité des donneurs d'ordre vis-à-vis de leurs sous-traitants. Un donneur d'ordre qui bénéficie du travail d'une filière doit aussi être responsable de son avenir, de ses emplois et de ses territoires.

CRÉER UNE FILIÈRE DE DÉCONSTRUCTION ET DE RECYCLAGE AUTOMOBILE EN NORMANDIE

L'automobile de demain doit également penser à la fin de vie des véhicules.

La FTM-CGT porte le projet d'une usine de déconstruction et de recyclage des véhicules hors d'usage en Normandie.

Ce projet permettrait de développer une véritable filière industrielle de l'économie circulaire, créatrice d'emplois et ancrée dans les territoires.

DE LA VOITURE À LA MATIÈRE PREMIÈRE RECYCLÉE

Cette activité pourrait regrouper :

- La collecte, la dépollution et la déconstruction des véhicules ;
- La récupération et le reconditionnement des pièces ;
- Le tri et le recyclage de l'acier, de l'aluminium, du cuivre et des plastiques ;
- La récupération et le recyclage des batteries des véhicules électriques ;
- La logistique, la maintenance et les activités d'ingénierie associées.

L'objectif est de créer une véritable boucle industrielle :

PRODUIRE ▶ UTILISER ▶ DÉCONSTRUIRE ▶ RECYCLER ▶ PRODUIRE À NOUVEAU
↑ ↓

Réindustrialiser, recycler et créer des emplois : c'est possible !

LES SALARIÉS NE DOIVENT PAS PAYER LES CHOIX FINANCIERS DES GRANDS GROUPES !

Pendant que les salariés subissent suppressions d'emplois, restructurations et menaces sur les sites industriels, les stratégies financières des grands groupes continuent de peser sur les choix industriels.

Les situations de Stellantis et Renault illustrent les interrogations que pose cette répartition des richesses.

STELLANTIS

Stellantis a distribué environ **2 milliards d'euros de dividendes en 2025**, avant d'annoncer une perte de **22,3 milliards d'euros** pour cet exercice et sur les dernières années ce sont des milliards de bénéfices qu'ils ont amassés.

RENAULT

Renault, malgré une perte comptable de **10,9 milliards d'euros**, principalement liée à Nissan, a dégagé un résultat opérationnel de **3,6 milliards d'euros** et annoncé un dividende de **2,20 euros par action en 2026**.

Ces chiffres posent une question essentielle :

QUELLES PRIORITÉS POUR L'ARGENT CRÉÉ PAR LE TRAVAIL ?

Pour la CGT, les richesses produites par les salariés doivent prioritairement servir à :

→ maintenir et développer l'emploi

→ augmenter les salaires

→ investir dans les outils industriels

→ développer la recherche et l'innovation

→ former les salariés

→ réussir la transition écologique

Les salariés ne doivent pas devenir la variable d'ajustement des stratégies financières des grands groupes !

L'ARGENT PUBLIC DOIT SERVIR L'EMPLOI ET L'INDUSTRIE !

Depuis des années, l'État apporte des aides et des financements aux entreprises de la filière automobile. Pour la CGT, ces aides publiques doivent être accompagnées de véritables contreparties sociales, industrielles et environnementales.

L'argent public doit servir à produire, investir, former et créer des emplois en France !

LA CGT PORTE UN AUTRE PROJET POUR L'AUTOMOBILE

Nous refusons de choisir :

- Entre industrie et écologie ;
- Entre emploi et transition énergétique ;
- Entre industrie et territoires.

Nous voulons une véritable politique industrielle permettant de produire en France les véhicules dont la population a besoin, de développer les composants et les batteries, de recycler les véhicules en fin de vie et de préserver les savoir-faire.

**UNE VOITURE POPULAIRE ÉLECTRIQUE OU
HYBRIDE FABRIQUÉE EN FRANCE**

DES COMPOSANTS PRODUITS EN FRANCE

DES VÉHICULES RECYCLÉS EN FRANCE

DES EMPLOIS INDUSTRIELS DURABLES

DES TERRITOIRES QUI VIVENT !

**L'AUTOMOBILE EN FRANCE A UN AVENIR,
À CONDITION DE CHANGER DE CAP !
AVEC LA CGT, PRENONS LE VIRAGE DE L'EMPLOI,
DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉCOLOGIE !**